

LISTE DES PERSONNALITES POLITIQUES , INSTITUTIONS ET ORGANES DE PRESSE
QUI SONT INTERVENUS DANS LA CAMPAGNE POUR LA LIBERATION DE MARIO ECHEZQUIE

(Il s'agit seulement de celles qui ont eu le plus de répercussions au plan international. Beaucoup d'autres organisations et publications se sont fait écho de cette campagne mais il est impossible de les citer toutes.)

- Union civique radicale de la république argentine- demande d'information parlementaire.
- Amnesty international de Londres: "action urgente" immédiate après la détention.
- Amnesty international de Suisse: télégramme au gouvernement argentin.
- Commission interaméricaine des droits humains de l'OEA :présentation du cas le 25 octobre 1976.
- Commission international des juristes :présentation du cas et accusé de réception en date du 20 septembre 1976.
- Ligue des droits de l'homme :envoi de messages.
- Commission pontificale de justice et de paix:présentation du cas au conseil oecuménique des églises.
- Tribunal Russell :le cas a été dénoncé à la session de janvier 1976 ,au cours de l'intervention de Hugo Corres qui a témoigné sur la situation des prisonniers uruguayens en Argentine .
- CIN. Del de France :démarches auprès de diverses organisations internationales.
- Comité de solidarité avec la lutte des peuples latino américains (COSOLPI) d'Argentine: intervention auprès du congrès argentin et démarches diverses auprès d'organisations internationales.
- Recteur de l'université d'Equateur:message à l'ambassade argentine de ce pays.
- Recteurs de toutes les universités d'Equateur: message à l'ambassade argentine.
- Deuxième Congrès des écoles polytechniques d'Equateur: résolution d'envoyer une mission d'avocats pour examiner le cas à Buenos Aires.Juillet 1976.
- Fédération des travailleurs équatoriens: -Fédération équatorienne des indiens, fédération des travailleurs de Pichincha-Fédération des étudiants d'Equateur: lettres et télégrammes au gouvernement argentin.
- Rencontre latino américaine des étudiants (avril 1976),avec la participation des fédérations du Brésil ,Mexique ,Venezuela;Perou ,Equateur,Honduras,Costa Rica, République dominicaine,Bolivie et l'organisation des étudiants latino américains en Italie:diffusion du cas et message au gouvernement argentin.

- Association Nationale des ouvriers agricoles de Colombie: résolution d'appui à la campagne et message.
- Comité de coordination et d'unification des syndicats de classe du Pérou.
- Syndicat unique des travailleurs de l'éducation du Pérou (150 000 adhérents): message.
- Fédération des mineurs du Pérou (20 000 adhérents) Message.
- Pompeyo Marquez, Sénateur vénézuélien : message.
- Fraction parlementaire du MAS -Venezuela: message.
- Député José Vicente Rangel -Venezuela: Message.
- Député Argelia Laza -Venezuela: message
- Député Adolfo Herrera -Venezuela: message.
- Député ~~Adolfo Herrera~~ Freddy Muñoz -Venezuela: message.
- Député Orestes Di Giacomo -Venezuela: message.
- Freddy Balzam, secrétaire général du syndicat national des travailleurs de la presse, Venezuela: message.
- Yon Aspurya, dirigeant national des travailleurs non enseignants de l'Université de Venezuela: message.
- lettre au gouvernement argentin des organisation d'étudiants et travailleurs de Mexico.

JOURNAUX : Diarion Excelsior de Mexico, Revista alternativa de Bogota (Colombie), Revista Arkia (Lima), et beaucoup d'autres publications de divers pays.
différentes organisations populaires du Portugal: message au gouvernement argentin et diffusion du cas.

Reportage effectué par Radéo Sottens de Genève-programme du journaliste h. Jaccoud.

Universidad de Nueva León de México.
Comité de Apoyo al Tercer Mundo a Uruguay
Chile Komitee de Uruguay

Senado de Venezuela

Assemblea de la Republica de Portugal
Senado de Australia

Comisión de Relaciones Internacionales del Senado de EEUU (Donald Trump)
Comisión Interamericana de Derechos Humanos
Comisión del Derecho Humanos de las Naciones Unidas
Gobierno de Suecia - través del embajador en Buenos Aires
Embajador sueco en Argentina

Delegación de Abogados constitucionales, a Buenos Aires en nombre de Amnesty Internacional, Legación Sueca; Fundación Lelio Basso de Italia; Liga Internacional Derechos al Hombre y Comisión Católica Pax Romana.

Central de Trabajadores Constitucionales
Union Nacional de Osmarios Campesinos de Colombia
Union de Universidades de América Latina - UOVAL
Central Constitucionales de Organizaciones Civiles

DOSSIER D'INFORMATION
SUR MARIO ECHENIQUE ,CITOYEN URUGUAYEN
DETENU A BUENOS AIRES (ARGENTINE) DEPUIS LE 17 SEPTEMBRE 1975

Le 17 septembre 1975, Mario Echenique San Pedro, citoyen uruguayen ,ainsi que deux de ses frères, Antonio Tomas et Eden Mayo, ont été arrêtés à Buenos Aires ,Argentine.

En Uruguay, Mario Echenique était fonctionnaire de la justice et étudiant de la faculté de lettres et sciences. Il est marié et père de quatre enfants. Depuis de nombreuses années ,il militait activement au niveau syndical et politique, pour la cause de l'indépendance nationale et des libertés démocratiques .Il est, en effet , Secrétaire politique du Parti Communiste Révolutionnaire ,depuis sa fondation en 1972.

Depuis le coup d'état de juin 1973, il était poursuivi en Uruguay par les forces de sécurité. Il s'agit là d'un cas typique de poursuite pour raisons illogiques et politiques ,pour "délit d'opinion".

C'est pour cette même raison qu'il a été arrêté à Buenos Aires. Aucune raison légale n'existait pour que le gouvernement argentin procède à son arrestation. Mario Echenique et ses frères séjournaient avec leur famille à Buenos Aires ,en situation parfaitement légale; ils étaient en possession de titres de séjour argentin et n'intervenaient sous aucune forme dans la vie politique argentine. Cette situation est plus qu'arbitraire parce qu'il a été arrêté et détenu en Argentine en raison de son activité politique dans un autre pays ce qui ,outre une atteinte aux droits individuels ,méconnaît aussi également toutes les normes du droit international en ce domaine.

Dans le dossier de son procès ,Mario Echenique a déclaré avoir été torturé selon les méthodes barbares quotidiennement utilisées dans les états policiers qui existent en Amérique Latine ,et interrogé ,sous la torture, sur des problèmes concernant son activité politique en Uruguay. Le médecin légiste a confirmé les tortures dans son rapport, qui a été également inséré dans le dossier du procès.

Au moment même où a eu lieu son arrestation, diverses organisations populaires, institutions publiques ,des parlementaires, des organismes internationaux, des organes de presse etc. ,en Argentine et dans divers pays d'Amérique latine et d'Europe ,ont pris position contre cette mesure arbitraire et sont intervenus directement auprès du gouvernement argentin (voir en annexe une liste de ces interventions parmi les plus représentatives.)

La situation actuelle est la suivante: il existe devant la justice argentine une accusation pour "violation de la loi de sûreté de l'état qui ne repose sur aucun fondement." D'autres accusations secondaires existent sans aucune preuve. Elles sont expressément niées par l'inculpé et ne servent actuellement que de prétexte formel pour prolonger une détention totalement arbitraire.

De plus l'Argentine connaît en ce moment un état de siège qui permet de maintenir indéfiniment une personne en détention et à la disposition du pouvoir exécutif. Un autre facteur aggrave cette situation: l'intérêt des forces de sécurité uruguayennes de se voir remettre Mario Echenique dont le nom figure en bonne place sur la liste d'Interpol comme réclamé par l'Argentine.

Toutes les démarches qui peuvent avoir lieu en ce moment auprès de la justice et du gouvernement argentin pour permettre la libération de Mario Echenique et de ses frères et les laisser aller dans le pays de leur choix, toute la diffusion que l'on pourra donner à ces faits peuvent contribuer à mettre fin à cette détention injuste et à la situation véritablement dramatique qui est faite à ces citoyens uruguayens et à leurs familles.

Décembre 1976

Mario Isidoro et Aden Mayo Echenique San Pedro sont actuellement à la prison de la ville de La Plata, dans la province de Buenos Aires (Argentine).

Antonio Tomas Echenique San Pedro est maintenant détenu dans un centre de détention en attendant, pour pouvoir sortir d'Argentine, qu'un pays européen veuille l'accueillir.

Le dossier de leur procès a été déposé auprès du juge du tribunal correctionnel et criminel N°3 de la capitale fédérale.

Dr. Rodriguez Araya

Dr. G. Léviste

Cámara Fed. de Apelaciones

Torres 550

Buenos Aires